

Estelle Revaz prend la tête de Suisseculture

Défense des arts La socialiste genevoise, première artiste professionnelle à avoir intégré le parlement fédéral, vient d'être choisie pour devenir présidente de la faïtière nationale. Elle nous dit pourquoi elle a accepté et quelles sont ses priorités.

Florent Quiquerez Berne

Cela vous fait quoi d'être désormais la lobbyiste en chef de la culture sous la Coupole fédérale?

Estelle Revaz: C'est un sentiment un peu étrange. D'abord, je suis très honorée qu'ils m'aient choisie, parce que Suisseculture c'est l'association faïtière qui représente tous les professionnels de la culture et des médias en Suisse. Représenter tous ces créateurs et créatrices, c'est une responsabilité. En même temps, j'ai beaucoup réfléchi, parce que je ne me suis jamais vue comme une lobbyiste, mais plutôt comme quelqu'un qui cherche à sensibiliser aux problématiques de la culture. Je me suis donc demandé si accepter cette présidence était positif ou négatif.

Et finalement, vous avez dit oui. De toute façon, tout le monde sait que je suis venue à Berne pour défendre les intérêts des actrices et acteurs culturels. Pour une simple raison: je suis la première artiste professionnelle en activité à avoir été élue au parlement. Ce mandat est donc dans la continuité de mon engagement. Il permet de faire le lien entre les problématiques que l'on retrouve dans la société civile et ce qu'il est possible de faire ici à Berne, au niveau politique. Il concrétise cette double casquette que je porte déjà.

Justement, est-ce que cette nouvelle fonction changera vraiment quelque chose?

Elle permettra une meilleure organisation et une meilleure coordination. Le secteur culturel est très vaste, très divers aussi, de par les différents sous-secteurs qui le composent. C'est important d'arriver à se fédérer pour trouver une unité. On voit bien que les secteurs qui se font le mieux entendre à Berne, ce sont ceux qui arrivent à parler d'une seule voix.

Avoir le soutien du milieu culturel derrière vous, est-ce que ça vous donnera aussi plus de poids quand vous irez, par exemple, essayer de convaincre vos collègues? Ça me donnera une forme de légitimité. Moi, je défends les in-



Un des objectifs d'Estelle Revaz (PS/GE) sera d'arriver à fédérer le secteur culturel. Laurent Guiraud

térêts de la culture avec tout mon cœur, parce que c'est dans mon ADN. Mais quand j'irai parler d'une problématique avec mes collègues, j'imaginerai qu'ils se rendront immédiatement compte que ce n'est pas juste un problème que je soulève parce qu'il me touche, mais parce qu'il concerne tout un secteur. La culture représente plus

de 300'000 professionnels en Suisse.

Vous êtes-vous fixé des objectifs en acceptant ce mandat?

Oui, à deux niveaux. En tant que présidente de Suisseculture, je veux aider l'association faïtière à gagner en efficacité et en impact. Elle excelle dans l'identification des enjeux, mais elle doit en-

core développer sa palette d'outils afin de pouvoir réellement peser au niveau politique: élaborer une stratégie, agir au moment opportun, avec les moyens pertinents, auprès des bonnes personnes. J'espère pouvoir lui apporter cette capacité à obtenir des résultats concrets au Palais fédéral. Mais j'ai aussi des objectifs au niveau des dossiers.

D'abord, lutter contre la précarité des actrices et acteurs culturels: leur revenu moyen est de 3333 francs par mois, et plus de 60% vivent avec moins. Il faut aussi repenser leur protection sociale. J'ai fait inscrire cette réforme dans le programme de législature.

«En Suisse, on consomme la culture avec passion, souvent gratuitement, sans penser à la précarité de ceux qui la créent. Sans rémunération juste ni protection sociale, ils tombent dans une grande vulnérabilité.»

Estelle Revaz

Le combat sera de longue haleine, mais il en vaut la peine. Ailleurs en Europe, il existe des solutions depuis plus de vingt ans.

Pourquoi cette question de la précarité des artistes est-elle si importante?

Être actrice ou acteur culturel professionnel, c'est exercer un métier dont on doit pouvoir vivre. En Suisse, on consomme la culture avec passion, souvent gratuitement, sans penser à la précarité de ceux qui la créent. Sans rémunération juste ni protection sociale, ils tombent dans une grande vulnérabilité. Le public ne voit que les paillettes, jamais l'effort ou les difficultés en coulisse. Or, cette réalité invisible, il est urgent de la faire reconnaître et de la combattre.

Quels autres dossiers allez-vous mettre en avant?

Les droits d'auteur sont un thème crucial aujourd'hui. J'ai fait passer deux amendements dans la loi sur la Bibliothèque

nationale, touchant à la valorisation du travail culturel et à la protection contre le vol de données par les IA génératives. Le droit d'auteur, c'est ce qui permet aux créateurs de garder le contrôle sur leur œuvre et d'être justement rémunérés. Mais à l'ère du numérique, où tout se veut librement disponible et gratuit, ce droit doit être renforcé. Sans cela, les IA exploitent des contenus sans autorisation, dépossédant les artistes de leur travail. L'autre enjeu que j'aimerais mettre en avant, c'est l'intégration au programme européen Creative Europe, qui est pour la culture ce que Horizon Europe est pour la recherche. Ce programme offrirait aux artistes suisses un espace d'échange et de rayonnement international essentiel. La Suisse aurait dû rejoindre ce programme en 2015, mais depuis tout est gelé. La culture est prête, l'Europe est favorable. Mais il manque encore une volonté claire du Conseil fédéral d'aller de l'avant.

Comment expliquez-vous que la culture soit longtemps restée dans l'angle mort de la politique suisse?

À Berne, nous sommes des politiciennes et politiciens de milice. Chacun arrive avec son bagage et ses priorités. Jusqu'à mon élection, il n'y avait jamais eu d'artiste professionnelle au parlement. Je peux donc comprendre que, pour mes collègues, il était difficile de faire passer la culture comme une priorité face à des enjeux plus électoraux comme la santé ou le climat.

Vous communiquez souvent sur les réseaux sociaux sur votre double vie de musicienne et de politicienne. Avez-vous le temps de vous consacrer à ce mandat supplémentaire?

C'était aussi une de mes réflexions avant d'accepter ce mandat. J'ai une vie à 300 à l'heure. Cette année, j'ai 73 concerts sur trois continents. Si on ajoute cela à mon travail parlementaire, ça fait beaucoup. Mais comme mon action politique est indissociable de mon engagement pour la culture, je ne pouvais pas dire non. Si on veut faire bouger les choses, il faut pouvoir agir collectivement.